

Conseil national de la Démocratie/Au lendemain de la session extraordinaire Un Comité de "revitalisation" de l'institution mis en place

SM

Libreville/Gabon

LE Conseil national de la Démocratie (CND) vient de mettre en place un "Comité d'organisation de la revitalisation et de la redynamisation". C'est le président de ladite structure, Joachim Mbatshi Pambou, par ailleurs, président du FDR (Forum pour la défense de la République), un parti politique de l'opposition, qui en a fait l'annonce, hier, à la faveur d'une conférence de presse, au siège de ladite institution. Ce comité devrait, selon son président, permettre au CND de jouer le rôle pour lequel il a été créé, en 1994 au sortir des Accords de Paris. À savoir, entre autres, permettre l'expres-



Photo : SM

Le président de la nouvelle cellule, Joachim Mbatshi Pambou.

sion du débat politique et se l'approprier, plutôt que de le laisser se développer dans la rue. D'où l'appel lancé par le conférencier à l'endroit de la classe politique gabonaise, afin de se retrouver au sein de "leur

espace d'expression démocratique qu'est le CND, pour évoquer et trouver des solutions aux problèmes du pays".

«Les confessions religieuses, les chefs traditionnels et la société civile ont leurs places



Photo : SM

Une vue des membres du comité de revitalisation du CND.

dans cet espace d'échanges, pour que la nation retrouve sa dignité afin d'amorcer son développement dans la sérénité», a déclaré Mbatshi Pambo.

Outre son président, ledit comité est composé de

deux vice-présidents (Nzamba Mupigha du PNG et Roger Dumond Boutoukou) ; d'un porte-parole (Boundzanga Martin du RPG) ; d'un coordinateur (Heinz Essonghe du BPU) ; de trois rapporteurs

(Simon Adolph Evouna du Parti social unifié, Okomo Obame du Congrès pour la Démocratie et la Justice, et Etienne Dandy Mouenga du CNCD) ; ainsi que de quatre autres membres représentant les partis politiques ACR, MDJS, PPU et FDR.

Rappelons que la mise en place de ce comité intervient au lendemain de la session extraordinaire du Conseil national de la Démocratie, tenue le 28 février dernier. Laquelle avait éterné les problèmes minant le fonctionnement de cette institution qui n'avait plus siégé depuis le mois de décembre 2017. C'est donc au sortir des dites assises que la mise en place d'un Comité d'organisation de revitalisation et de redynamisation a été décidée.

Au lendemain du lancement de sa "caravane de l'interpolation" Gérard Ella Nguema et les siens dans l'arrière-pays

Stéphane MASSASSA

Libreville/Gabon

Ils étaient récemment dans les provinces du Moyen-Ogooué et de la Ngounié

LE président du Front patriotique gabonais (FPG), Gérard Ella Nguema, et plusieurs membres de cette formation politique se réclamant de l'opposition, se sont rendus, le week-end écoulé, dans les provinces du Moyen-Ogooué et de la Ngounié. Principalement à Bifoun, Lambarené et Mouila où ils se sont longuement entretenus avec les populations de ces localités, dans le cadre de la "caravane de l'interpolation", lancée le



Photo : DR

Le président du FPG (micro) livrant son message...

dimanche 3 mars dernier, par le président du FPG, à la Chambre de Commerce de Libreville.

Ces deux provinces ont donc constitué la première étape de ce périple qui, à en croire le leader du FPG, se veut national. Avec pour principal objectif, "dire la

vérité aux Gabonais et leur expliquer que la Cour constitutionnelle a été pointée du doigt à tort", sur la non déclaration de la vacance de pouvoir au sommet de l'Etat...

Pour le président du Front patriotique gabonais, les choses sont plus que jamais



Photo : DR

... aux populations de Lambaréné.

claires : "C'est le gouvernement, notamment le Premier ministre de l'époque, Emmanuel Isoze Ngondet et le Parlement, représenté à ce moment-là, par le Sénat, qui devraient en porter la responsabilité, au regard de la loi fondamentale gabonaise".

D'autant que, selon lui, c'est à ces derniers que revenait le droit de saisir la Cour constitutionnelle, en des termes clairs. Comme ce fut le cas, a-t-il rappelé, en 2009, avec la disparition du président Omar Bongo Ondimba où, "Jean Eyeghe Ndong, alors Premier mi-

nistre, n'avait pas hésité à faire constater la vacance du pouvoir, et non l'interprétation de l'article 13, à la Cour constitutionnelle". En réalité, «ce sont eux les principaux responsables de cette situation, car ils n'ont pas eu suffisamment de courage, pour poser la bonne question afin d'obtenir la bonne réponse», n'a cessé de marteler Gérard Ella Nguema le week-end dernier. Non sans pointer un doigt accusateur sur la représentation de l'opposition au Sénat qui, pour lui, aurait également pu motiver cette saisine.

Notons que selon le programme indiqué, la caravane dite de l'interpolation devrait se poursuivre ce week-end, dans les provinces du Haut-Ogooué et l'Ogooué-Lolo.

Situation politique du pays/PG-41

Les membres de la plate-forme exigent l'initiation d'un dialogue

E. NDONG-ASSEKO

Libreville/Gabon

LA plate-forme de groupements des partis politiques de l'opposition, dénommée PG-41, était en conclave dernièrement au siège du Rassemblement pour l'Alternance Politique et l'Indépendance démocratique (Rapid), sis au Haut-de-GuéGué, à Libreville. C'était pour faire un examen de la situation politique du pays.

S'inquiétant de la longue absence de près de cinq mois du président de la République Ali Bongo Ondimba du pays, en dépit de quelques apparitions, PG-41, à travers son porte-parole, Jean-Pierre Ndong Abessolo, souligne "les conséquences néfastes de cette situation sur le fonctionne-



Photo : Antoine Essone Ndong

Quelques responsables des partis membres de PG-41.

ment normal de l'Etat". Aussi, aux assurances du porte-parole de la présidence de la République qui se réjouit de ce que "les institutions fonctionnent correctement", PG-41 veut opposer "le réalisme et la responsabilité". Car, ajoute son porte-parole, "la situation n'est pas aussi sim-

ple qu'ils le disent. Elle est grave". La plate-forme note en effet, pêle-mêle: "Le Conseil de ministres qui est l'organe de décision du pouvoir ne se tient plus normalement ; de nombreux compatriotes sont au chômage du fait de la fermeture d'entreprises et agences de l'Etat ; les bourses des enfants



Photo : Antoine Essone Ndong

Les adhérents et sympathisants en congrès avant leur déclaration.

ne sont pas payées à temps ; les malades atteints de VIH n'ont plus de médicaments pour se soigner, mettant en danger leurs vies ; la dernière revue du FMI (Fonds monétaire international), à ce sujet, pointe de nombreux errements...". Les membres de PG-41 font savoir que cette situation in-

quiétante "a déjà suscité des prises de parole de certains hommes politiques qui ont ainsi montré l'urgence d'un dialogue politique inclusif". Avant de rappeler: "Le Premier ministre, lui-même, devant la Représentation nationale a eu des mots pour dire qu'il était temps que les Gabonais se par-

lent". Jean-Pierre Ndong Abessolo a par la suite lancé cet appel: "nous tenons ici à interpellier directement le Premier ministre et les tenants du pouvoir pour dire qu'ils ne peuvent pas seulement dire qu'il faut qu'on se parle, car ils ont la responsabilité d'être concrets et pratiques pour ne pas s'en tenir qu'aux paroles. Nous les tenons pour responsables de l'aggravation de la situation générale du Gabon ; car il est effectivement temps que le pouvoir prenne ses responsabilités pour initier un dialogue et déclarer la vacance du pouvoir". Il faut par ailleurs souligner qu'un bureau provisoire a été mis en place à la tête de PG-41. Celui-ci est dirigé par le président en exercice du Rassemblement pour le Gabon (RPG), Célestin Nguema Oyame.